



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.206/2
du 10 octobre 2016

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
16 mars 2009 relatif à la
protection des dépôts et des
assurances sur la vie par le
Fonds spécial de protection des
dépôts et des assurances sur
la vie'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.206/2
van 10 oktober 2016

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
16 maart 2009 betreffende de
bescherming van deposito's en
levensverzekeringen door het
Bijzonder Beschermingsfonds
voor deposito's en
levensverzekeringen'

Le 4 octobre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 16 mars 2009 relatif à la protection des dépôts et des assurances sur la vie par le Fonds spécial de protection des dépôts et des assurances sur la vie'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 10 octobre 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 octobre 2016.

*

Op 4 oktober 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën, belast met Bestrijding van de fiscale fraude verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 maart 2009 betreffende de bescherming van deposito's en levensverzekeringen door het Bijzonder Beschermingsfonds voor deposito's en levensverzekeringen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 10 oktober 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 oktober 2016.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« En raison de l'urgence motivée par la nécessité de résoudre, le plus rapidement possible, les problèmes posés suite à la défaillance d'un établissement intervenue entre le moment de l'entrée en vigueur de la loi du 22 avril 2016, qui modifie la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et l'arrêté royal du 14 novembre 2008 portant exécution des mesures anti-crise, et la modification de l'arrêté d'exécution par le présent projet, et préserver ainsi la confiance du public dans le système financier belge ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 2, il convient de mentionner plus précisément l'alinéa 1^{er} de l'article 5/1 de l'arrêté royal du 14 novembre 2008 'portant exécution des mesures anti-crise reprises dans la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, en ce qui concerne la création du Fonds de garantie pour les services financiers' puisque cet alinéa est le seul qui comporte une habilitation¹.
2. Au même alinéa, il y a également lieu de citer, non l'alinéa 4 de l'article 6, § 2, du même arrêté, mais son alinéa 5, rédigé comme suit : « Les conditions, modalités et limitations de ce remboursement sont fixées par le Roi ».
3. Toujours à l'alinéa 2, il suffit de renvoyer à l'alinéa 4 de l'article 9, § 4, du même arrêté car l'alinéa 5 ne comporte pas d'habilitation.
4. Il y a lieu d'insérer dans le préambule un nouvel alinéa faisant état de l'arrêté royal du 16 mars 2009 'relatif à la protection des dépôts et des assurances sur la vie par le Fonds spécial de protection des dépôts et des assurances sur la vie', que l'arrêté en projet tend à modifier².

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27.

² *Ibid.*, recommandation n° 29.

DISPOSITIF

Article 3

Au 7° en projet, il appartient à l'auteur du projet de vérifier si le renvoi fait à l'article 112 de la loi du 6 avril 1995 'relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement' pour définir la notion d'« entreprises d'investissement » correspond bien à son intention dès lors que cet article 112 vise aussi d'autres entreprises, notamment les établissements de crédit.

Article 12

Les mots « , alinéa 2, » doivent être omis dans la phrase liminaire de la version française.

Article 17

L'intitulé du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 'concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012' doit être cité dans le 8° en projet au point i).

Article 24

L'article 13 en projet utilise la notion de « dépôts » dans sa version française et celle d'« avoirs » (« tegoeden ») dans sa version néerlandaise.

La concordance entre les deux versions sera rétablie en privilégiant, semble-t-il, la notion de « dépôts » (« deposito's »).

L'ensemble de l'arrêté modifié, notamment son article 13/1 non modifié, sera vérifié sur ce point.

Article 28

Au 7°, le paragraphe en projet doit être précédé de la mention « § 2 », au lieu de « § 3 ».

Article 29

1. Contrairement, par exemple, à son alinéa 3, l'article 14/2, alinéa 2, en projet fait référence à « la loi bancaire ». Cette loi doit être mentionnée par sa date et son intitulé.

2. À l'alinéa 1^{er} de l'article 14/2 en projet, plutôt que d'évoquer l'hypothèse de la « défaillance » d'un établissement de crédit, il est préférable de se référer aux hypothèses mentionnées à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 14 novembre 1998 'portant exécution des mesures anti-crise reprises dans la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, en ce qui concerne la création du Fonds de garantie pour les services financiers', modifié en dernier lieu par l'arrêté du 22 avril 2016³.

Article 40

Pour transposer plus fidèlement l'article 14, paragraphe 3, de la directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 'relative aux systèmes de garantie des dépôts', il y a lieu de remplacer, dans l'article 24/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, les mots « est autorisé à verser » par « transfère » et, dans l'alinéa suivant, les mots « peut intervenir » par « s'opère ».

Article 55

La section de législation s'interroge quant à la pertinence de la référence à « la date d'entrée en vigueur de la disposition qui insère l'article 39/1 », suivie de manière peu cohérente par une autre à « la date d'entrée en vigueur de l'article 14/8 », ces deux dispositions paraissant toutes deux étrangères au délai prévu à l'article 14/1, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 16 mars 2009.

Ces références semblent constituer des complications inutiles ; la rédaction de l'article 39 en projet sera en tout état de cause revue pour davantage de clarté.

*

³ Voir en ce sens l'avis 58.685/2 donné le 13 janvier 2016 sur un projet devenu la loi du 22 avril 2016 'transposant la Directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts et portant des dispositions diverses', observation n° 2 formulée sur l'article 23, *Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, n° 54-1656/001, pp. 52 et 53.

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In casu luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

“En raison de l’urgence motivée par la nécessité de résoudre, le plus rapidement possible, les problèmes posés suite à la défaillance d’un établissement intervenue entre le moment de l’entrée en vigueur de la loi du 22 avril 2016, qui modifie la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et l’arrêté royal du 14 novembre 2008 portant exécution des mesures anti-crise, et la modification de l’arrêté d’exécution par le présent projet, et préserver ainsi la confiance du public dans le système financier belge.”

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het tweede lid dient meer in het bijzonder verwezen te worden naar het eerste lid van artikel 5/1 van het koninklijk besluit van 14 november 2008 ‘tot uitvoering van de crisismaatregelen voorzien in de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, voor wat betreft de oprichting van het Garantiefonds voor financiële diensten’, aangezien alleen dat lid een machtiging bevat.¹

2. In hetzelfde lid behoort niet te worden verwezen naar het vierde lid van artikel 6, § 2, van hetzelfde besluit maar naar het vijfde lid, dat luidt als volgt: “De voorwaarden, modaliteiten en grenzen van deze terugbetaling worden vastgesteld door de Koning.”

3. Nog in het tweede lid kan ermee worden volstaan naar het vierde lid van artikel 9, § 4, van hetzelfde besluit te verwijzen, aangezien het vijfde lid geen machtiging bevat.

4. In de aanhef moet een nieuw lid worden ingevoegd waarin melding wordt gemaakt van het koninklijk besluit van 16 maart 2009 ‘betreffende de bescherming van deposito’s en

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27.

levensverzekeringen door het Bijzonder Beschermingsfonds voor deposito's en levensverzekeringen' dat bij het ontworpen besluit wordt gewijzigd.²

DISPOSITIEF

Artikel 3

Wat de ontworpen bepaling onder 7° betreft dient de steller van het ontwerp na te gaan of de verwijzing naar artikel 112 van de wet van 6 april 1995 'inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen' die is opgenomen in de definitie van het begrip "beleggingsondernemingen" wel degelijk met zijn bedoeling overeenstemt, aangezien dat artikel 112 ook betrekking heeft op andere ondernemingen, onder meer op de kredietinstellingen.

Artikel 12

In de inleidende zin van de Franse tekst moeten de woorden " , alinéa 2," worden weggelaten.

Artikel 17

Het opschrift van Verordening (EU) nr. 575/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 'betreffende prudentiële vereisten voor kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 648/2012' moet worden vermeld in de ontworpen bepaling onder 8° (artikel 17, i), van het ontwerp).

Artikel 24

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 13 wordt het begrip "dépôts" gebruikt, terwijl in de Nederlandse tekst van dat artikel het begrip "tegoeden" wordt gebezigd, dat de tegenhanger is van het Franse begrip "avoirs".

De overeenstemming tussen beide versies behoort te worden hersteld en blijkbaar moet bij voorkeur het begrip "deposito's" ("dépôts") worden gebruikt.

Het hele besluit dat wordt gewijzigd, en inzonderheid artikel 13/1 ervan, dat niet wordt gewijzigd, dient op dat punt te worden nagekeken.

Artikel 28

In de bepaling onder 7° moet de ontworpen paragraaf worden voorafgegaan door de vermelding "§ 2" en niet door "§ 3".

² *Ibid.*, aanbeveling 29.

Artikel 29

1. In het ontworpen artikel 14/2, tweede lid, wordt verwezen naar “de bankwet”, terwijl dat bijvoorbeeld in het derde lid niet het geval is. De datum en het opschrift van die wet moeten worden vermeld.

2. In plaats van gewag te maken van het geval waarin een kredietinstelling “in gebreke blijft”, zou het beter zijn om in het eerste lid van het ontworpen artikel 14/2 te verwijzen naar de gevallen die worden vermeld in artikel 6, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 14 november 1998 ‘tot uitvoering van de crisismaatregelen voorzien in de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, voor wat betreft de oprichting van het Garantiefonds voor financiële diensten’, welk artikel laatstelijk is gewijzigd bij het besluit van 22 april 2016.³

Artikel 40

Teneinde artikel 14, paragraaf 3, van richtlijn 2014/49/EU van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 ‘inzake de depositogarantiestelsels’ op meer nauwgezette wijze om te zetten, moeten in het ontworpen artikel 24/1, § 1, eerste lid, de woorden “is (...) gemachtigd (...) over te dragen” worden vervangen door “draagt (...) over” en moeten in het volgende lid de woorden “kan (...) maar gebeuren” worden vervangen door “geschiedt (...) slechts”.

Artikel 55

De afdeling Wetgeving stelt zich vragen bij de relevantie van de verwijzing naar “de datum van inwerkingtreding van de bepaling die artikel 39/1 invoegt”, die op nogal ongelukkige wijze wordt gevolgd door een andere verwijzing naar “de datum van inwerkingtreding van artikel 14/8”, aangezien die twee bepalingen blijkbaar niets van doen hebben met de termijn bepaald bij artikel 14/1, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 16 maart 2009.

³ Zie in die zin advies 58.685/2, op 13 januari 2016 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 22 april 2016 ‘tot omzetting van richtlijn 2014/49/EU inzake depositogarantiestelsels en houdende diverse bepalingen’, opmerking 2 onder artikel 23, *Parl.St.* Kamer 2015-16, nr. 54-1656/001, 52 en 53.

Die verwijzingen lijken tot onnodige complicaties te leiden; het ontworpen artikel 39 moet hoe dan ook duidelijker worden geredigeerd.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT